

Concours : 3^{ème} concours d'accès de l'ENM

Epreuve : Connaissance et compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La démocratie

Heurté du modèle athénien selon lequel le pouvoir appartient aux citoyens qui par leurs délibérations règlent les affaires de la cité, notre démocratie moderne est née sous la forme constitutionnelle de la République. Le pouvoir appartient au peuple qui l'exerce par la voie de ses représentants.

La démocratie est donc un mode d'exercice du pouvoir qui repose sur la citoyenneté.

Si elle a été pensée par Jean-Jacques Rousseau (Le contrat social) comme une forme de gouvernement où le pouvoir souverain est divisé entre les individus et exercé directement par eux, notre modèle démocratique se distingue aujourd'hui de cette conception de souveraineté populaire. Car au-delà de la complexité que représenterait un exercice constant et direct du pouvoir par chacun, il a été préféré un modèle de souveraineté nationale reposant sur la transcendance des particularismes, tout en réservant des possibilités d'exercice direct, notamment par la voie du référendum.

Ainsi, la démocratie puise sa racine d'être dans la citoyenneté, laquelle suppose l'affirmation d'une

N°

1.1.10

distinction entre la sphère privée (ou règne l'individu) et la sphère publique (où agit le citoyen). Elle implique une participation de tous aux décisions publiques par le choix des représentants et s'exprime en premier lieu par le suffrage. Affirmé en 1848, devenu pleinement effectif en 1944 par l'ordonnance qui l'accorde aux femmes, puis plus récemment aux ressortissants des pays européens, le droit de vote est au cœur de l'exercice démocratique. Renforcée localement par les lois de décentralisation, la démocratie trouve ainsi sa pleine expression aussi bien dans le périmètre des collectivités territoriales qu'au niveau national ou européen. Ainsi, la démocratie paraît enracinée dans notre modèle social, en témoigne l'article premier de la Constitution selon lequel, "la France est une République laïque, démocratique et sociale".

Cependant depuis plusieurs années, notre modèle démocratique paraît présenter des faiblesses. D'abord l'efficacité des politiques publiques a été remise en question devant les difficultés à endiguer à la fois le chômage de masse, la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation de la dette publique. La transformation de notre économie, bouleversée par les échanges internationaux, a questionné la pertinence de l'action de l'Etat à faire face à des difficultés qui dépassent les frontières. Ensuite la multiplication de révélations mettant en cause certains acteurs publics ont considérablement affecté la confiance que certains plaçaient dans leurs élus, alors même que le législateur adoptait régulièrement des lois visant à garantir la probité des élus. Cette crise en cause de l'efficacité des pouvoirs publics, ajoutée à un déficit de confiance, a contribué à mettre en cause la démocratie représentative et à affecter la pertinence même de l'engagement citoyen. Cette crise de la représentativité s'est montrée particulièrement vive ces derniers mois, affectant même les corps intermédiaires qui jusque là structuraient l'expression démocratique.

Enfin les transformations technologiques permises par les nouvelles technologies de l'information et de la communication se posent comme un nouvel enjeu pour notre démocratie. Si elles portent en elles la promesse

d'une plus grande intolérance démocratique, en paraissant pouvoir offrir les conditions abouties du débat public et un nouveau mode d'expression citoyenne, elle recèle également des potentialités qui pourraient remettre en cause les fondements de notre société démocratique.

Ainsi, si la démocratie traverse une crise qui fragilise l'expression de la citoyenneté (I), les nouveaux enjeux technologiques imposent de repenser ses fondements (II)

I - La démocratie traverse une crise qui fragilise l'expression de la citoyenneté

La démocratie représentative souffre aujourd'hui d'une crise profonde qui modifie, autant qu'elle la fragilise, l'expression de la citoyenneté.

A - La démocratie représentative en crise

Cette crise de la démocratie représentative se manifeste d'abord s'agissant des représentants institutionnels, ensuite s'agissant des corps intermédiaires.

S'agissant des représentants institutionnels qui représentent l'ensemble des élus (Président de la République, parlementaires, élus locaux, représentants européens), cette crise se manifeste tant dans la perte de confiance de l'actif même des représentants, que dans leurs qualités personnelles, jugées pour certains comme incompatibles avec l'exercice du pouvoir.

Dans le Parlement des invisibles Pierre Rosanvallon insiste sur le sens du mot représentant, lequel implique le nécessaire sentiment d'être représenté pour le citoyen. Or pour l'auteur si le citoyen n'a pas le sentiment indélébile qu'il compte pour celui qui le représente, l'action politique perd de sa légitimité. Le centre de recherche et d'études de

sciences politiques, dans son "baromètre 2009-2013" indique que 85% des français n'ont pas le sentiment qu'ils sont compris et qu'ils comptent pour ceux qui exercent le pouvoir.

Cette futilité de la représentation trouverait sa principale raison dans le sentiment que les décisions politiques sont incapables de répondre aux difficultés économiques que traversent une part importante des français. Le taux de chômage (8,8%) et les difficultés rencontrées par ceux qui travaillent nourrissent ce constat. Bon nombre de personnes ont convenus qu'elles ne parviennent pas à atteindre le niveau de vie de leurs parents et que l'incapacité éprouvée des dirigeants à résoudre depuis près de quatre décennies ces problématiques, est une fatalité.

Cette perte de confiance dans l'efficacité de ceux qui exercent le pouvoir se double d'une perte de confiance dans leurs qualités morales. Ainsi même que plusieurs lois ont voulu encadrer et moraliser la vie politique et qu'en 2013 une instance indépendante a été créée pour y veiller (la haute autorité pour la transparence dans la vie publique), plusieurs "affaires" ont terni la crédibilité de certains élus. Les révélations des scandales liés à des détournements de fonds publics, au financement frauduleux de partis politiques, au caractère fictif de certains emplois d'attachés parlementaires nationaux ou européens ont sensiblement contribué à affaiblir le crédit et la confiance de certains élus. Selon cette même étude du centre de recherche de sciences politiques, 74% des français éprouveraient de la défiance dans les représentants chargés d'exercer le pouvoir.

Cette défiance est également régulièrement nourrie par les révélations mettant en lumière le poids des représentants d'intérêts dans les décisions publiques. C'est particulièrement l'Union européenne qui a fait les frais d'un tel sujet récemment s'agissant du glyphosate. Alors que l'institut international de recherche sur le cancer plaçait l'herbicide comme agent potentiellement cancérogène, l'agence européenne de sécurité des aliments a considéré que ce produit n'était pas en mesure d'affecter la santé des êtres humains. Or une organisation non gouvernementale a révéilé que l'étude de l'agence européenne avait reposé dans

Concours : 3^{ème} concours d'accès de l'ENM

Epreuve : Connaissance et compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Les conclusions des pens entiers du rapport que lui avait remis l'industriel commercialisant le produit. Si la commission européenne se décide qu'à l'avenir tout document remis par une entreprise sera communiqué au public, le glyphosate a fait l'objet d'un prolongement d'autorisation de mise sur le marché pour cinq ans. Incontestablement, il y a la rupture de la part de confiance qui doit pourtant présider en démocratie entre le citoyen et celui qui exerce en son nom le pouvoir, aussi bien au plan national, qu'europeen ou local.

En second lieu, cette crise de la représentativité s'exprime de façon plus inédite s'agissant des corps intermédiaires. Les corps intermédiaires, ou encore appelés sous le nom de société civile, constituent selon la définition européenne (livre blanc pour le gouvernement européen) l'ensemble des organisations, syndicats, associations qui structurent la société et lui permettent de communiquer avec les gouvernements. Ainsi, si les corps intermédiaires ne constituent pas à proprement parler les représentants chargés d'exercer le pouvoir, ils exercent, par leur intermédiaire un média permettant de porter la parole de la société. Parmi eux, les syndicats offrent un moyen de structurer les colères, permettent de les contenir, et les transforment en revendications. Ils constituent un mode alternatif de l'expression citoyenne. Toutefois les syndicats n'assurent plus aujourd'hui autant qu'hier ce rôle. En témoignage le déclin du nombre d'adhérents : 30% en 1950, 10% seulement aujourd'hui.

Le mouvement des "gilets jaunes" a particulièrement mis en lumière ce phénomène, les syndicats n'ont pas réussi à incarner pleinement la représentation légitime du mouvement, laquelle aurait permis d'encadrer et de porter les rôles. L'organisation du grand débat national, passant au-dessus de ces syndicats traditionnels et intermédiaires des mouvements sociaux, l'illustre également.

Cette crise de la représentativité se manifeste par une fragilisation de l'expression citoyenne.

B. La fragilisation de l'expression citoyenne

Cette fragilisation de l'expression citoyenne pourrait tout d'abord trouver son fondement dans l'essor de l'individualisme dans notre société contemporaine. Dans son Essai sur l'individualisme, Louis Dumont montre comment la renaissance, la réforme et la révolution ont été des puissants moteurs pour la promotion des revendications individuelles et particulières. Alors même qu'elle s'affranchissait des particularismes pour revendiquer la recherche du bien commun et l'intérêt général, la démocratie portait déjà en elle, une ambivalence. C'est ce qu'a montré Marcel Gauchet (La démocratie contre elle-même) : comment tendre vers l'intérêt général lorsque la démocratie reconnaît en chacun de nous la possibilité d'être souverain de lui-même ? Plus encore Dominique Schnapper (L'esprit démocratique des lois) montre qu'en reconnaissant de façon croissante des droits particuliers, l'Etat lui-même détourne les individus de la citoyenneté, laquelle appelle la transcendence des intérêts particuliers, pour décider ce qui est le mieux pour tous.

Fragilisé dans son essence même, l'expression citoyenne s'en trouve atteinte. En témoignage le mode d'expression privilégié par une partie des manifestants en marge des mouvements récents qui s'est caractérisé par des violences importantes et des atteintes physiques portées aussi bien à l'égard des forces de l'ordre qu'à l'encontre des biens

qui symbolisent notre démocratie républicaine (attaques de l'arc de triomphe, pénétration dans des locaux appartenant à des élus de la nation).

Plus encore la fragilisation de l'expression citoyenne s'illustre à l'égard d'un désintérêt marqué du suffrage. En 1978, seuls 15% des électeurs s'étaient abstenus au second tour des élections législatives, ils étaient 57% en 2017 lors des mêmes élections. Si les dernières élections européennes ont marqué une plus grande participation, deux tempéraments renouvellement constat d'une expression citoyenne en crise. D'abord 73% des moins de 25 ans n'ont pas voté, ensuite les suffrages ont notamment exprimé une sanction pour les représentants en place, fragilisant ainsi leur légitimité.

Toutefois, il est important de nuancer le propos, tant on observe dans notre société des mouvements qui pourraient au contraire marquer un renouveau de l'engagement citoyen, au regard notamment de la vitalité des revendications écologiques. Les marches internationales pour le climat, la mobilisation des plus jeunes portent en elles le promise d'un renouveau démocratique.

Cependant les transformations technologiques qui impactent aujourd'hui toutes les sphères de nos vies quotidiennes présentent un enjeu majeur pour la démocratie dont il apparaît crucial de se saisir.

II - Les mutations technologiques recèlent des potentialités ambivalentes pour notre démocratie, laquelle doit aussi être repensée

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication portent en elles autant de promesses que de dangers. L'enjeu démocratique appelle à un sursaut pour repenser ses fondements.

A. Les nouvelles technologies, un nouvel enjeu démocratique

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication présentent à priori la promesse d'un renouveau démocratique. En effet, a priori, les réseaux sociaux, les plate-formes numériques et l'ensemble de ce qui constitue le "trilè" du web semblent pouvoir favoriser la démocratie. D'une part le pluralisme des sources d'information, nécessaire au débat public, condition essentielle même de ce débat apparaît garanti par Internet. En abolissant les frontières, les espaces et le temps, Internet permet à tout individu d'accéder au socle commun d'informations lui permettant d'être le plus à même de faire ses choix démocratiques. La mise à disposition du savoir, renforcée avec la loi du 7 octobre 2016 (Pour une République numérique) qui impose à toute administration de plus de 50 agents et à toute collectivité territoriale de plus de 3500 habitants de diffuser en ligne les données relevant un intérêt social, économique, sanitaire ou environnemental, est le gage d'un véritable débat public.

De même Internet offre de nouveaux modes d'expression ; en permettant des consultations en ligne du public de manière inédite. Le grand débat national en est un exemple, tout comme les consultations des habitants en 2015 pour le choix des noms de certaines régions françaises.

Néanmoins, les nouvelles technologies présentent potentiellement un risque pour la démocratie.

D'abord, certains ont mis en avant que les contenus proposés par les plate-formes d'information, en ce qu'ils étaient ciblés, confortaient généralement les individus dans leurs connaissances et dans leurs orientations politiques (La démocratie des crédules, L. Bromberg)

Après plus encore, le scandale révélé au sujet de certaines sociétés de communication, telles que Cambridge Analytica, étant accusée d'avoir orienté certains

Concours : ENM 3^{ème} concours

Epreuve : Connaissance et compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



scandales (Brexit ou élections américaines), notamment par la collecte de données massives, font surgir le spectre de la fin des libertés mis en lumière par George Orwell (1984).

En effet, si les nouvelles technologies peuvent permettre la manipulation des consciences et la collecte de données personnelles, on minimise les risques qui pèsent sur notre démocratie. Plus que jamais les initiatives prises par l'union européenne pour garantir les dérives (règlement général pour la protection des données) doivent être encouragées.

B. La nécessité de repenser les fondements de la démocratie

Si la démocratie souffre d'une crise de sa représentation et qu'elle fragilise, comme il a été dit, l'espérance citoyenne, il importe d'en repenser les fondements, d'une part en restaurant la confiance dans les représentants, d'autre part en favorisant l'engagement citoyen.

Restaurer la confiance des citoyens dans leurs élus est une priorité. Pour cela il est nécessaire que le législateur poursuive son action pour garantir davantage de probité dans l'exercice du pouvoir. En ce sens, l'actuel débat à l'Assemblée nationale quant à l'adoption d'un nouveau règlement intérieur semble une bonne piste. En effet, il est prôné une plus grande transparence des élus dans leurs activités quotidiennes (agenda public, rapport après rencontre avec des représentants d'intérêts...), ce qui devrait

restaurer la confiance envers les élus.

En outre, une réflexion renouvelée du financement des partis politiques mériterait d'être menée à la lumière de l'ouvrage de l'économiste Julia Lagé (Le prix de la démocratie). L'auteur explique qu'il existe un lien étroit entre la participation électorale et la vie politique et le sentiment d'exclusion que certaines personnes peuvent éprouver. Elle démontre que le financement par des dons adressés à un parti politique est un phénomène de classe, qui priverait une partie de la population de la chance de voir portées ses idées. Si de nombreuses lois sont venues réguler le financement public de la vie politique (lois de 1988, 1990, plus récemment 2017), celle-ci pourrait être approfondie.

La démocratie, pour être pleinement restaurée, doit en outre promouvoir non seulement l'engagement citoyen (réservé citoyen, service civique) mais peut-être surtout l'association davantage aux décisions publiques en favorisant plus régulièrement l'expression citoyenne par des consultations plus régulières. Le sujet de la dépendance et la question des retraites, par exemple, mériterait une consultation en ce sens. En prenant exemple sur la consultation nationale mise en œuvre par le Comité national consultatif de bioéthique, de nouveaux débats favoriseraient une expression citoyenne, plus éclairée et plus équilibrée.

En cela Pierre Rosanvallon appelle de ses vœux une démocratie qui ne soit plus seulement "intermittente" mais permette de rendre possible de nouveaux projets communs.

N°

.../...